

ORAN

Lancement de la campagne de sensibilisation sur les dangers de l'internet

Présent en Algérie depuis sa désignation fin janvier 2016 en tant que représentant de l'Unicef, M. Lucet Marc a pris part ce lundi à Oran au lancement de la campagne sur «Les dangers de l'utilisation d'internet sans surveillance pour les enfants et les jeunes».

Amel Bentolba - Oran (Le Soir) - Durant la soirée, une rencontre débat devait avoir lieu au siège de l'association Santé Sid El Houari (SDH) en présence de Salima Souakhri, championne d'Afrique et d'Algérie de judo et ambassadrice de bonne volonté de l'Unicef. Une rencontre entrant dans le cadre de la campagne internationale et nationale #Endviolence et des efforts déployés par l'Algérie et l'Unicef dans la lutte contre les violences

envers les enfants. Auparavant dans l'après-midi, M. Lucet Marc a fait savoir que sa présence en Algérie sera axée sur un nouveau programme de coopération de cinq ans 2016-2020. Trois grands volets seront concernés : la petite enfance et l'éducation, en rappelant que pour ce dernier point «l'Algérie a atteint 97% de niveau de scolarisation mais il y a des défis particuliers. On s'intéresse à la protection de l'enfance, l'Algérie s'est dotée en 2015 d'un nouveau code de loi

de protection de l'enfance, on travaille avec les autorités pour la mise en œuvre de cette nouvelle loi. Le signalement de l'enfance en danger est également un travail en cours».

Le représentant de l'Unicef a tout en reconnaissant les outils extraordinaires, qu'offre internet, mis en garde contre des risques qu'il comporte. C'est alors qu'intervient cette campagne de sensibilisation orientée vers les enfants et les jeunes pour les informer et les prévenir des violences et des abus que peut engendrer cet outil.

Pour les initiateurs de cette campagne «partant de ce constat et sachant que la communication peut diffuser des informations

importantes de prévention, une campagne autour des violences liées à l'utilisation d'internet par les enfants a été élaborée par l'Unicef en coopération avec le ministère de la Solidarité nationale de la Famille et de la Condition de la femme. Cette campagne vise, à travers plusieurs supports et canaux de communication, à mettre à la disposition des familles algériennes des informations utiles pour une meilleure protection des enfants et à sensibiliser les enfants eux-mêmes sur les risques d'internet sans contrôle parental».

Ainsi dira le représentant de l'Unicef, ces actions permettront de mettre en garde les enfants et agir.

A. B.

BOUMERDÈS

Protestation des fonctionnaires de la Direction du commerce

Les fonctionnaires de la Direction du commerce de la wilaya de Boumerdès (DCWB) ont organisé hier, sous l'égide de leur section syndicale affiliée à l'UGTA, une journée de protestation. L'ensemble du personnel de cette instance a participé au sit-in observé devant leur Direction.

Les protestataires sont porteurs d'une dizaine de revendications, toutes énumérées dans la plateforme dont une copie nous a été remise. Le point central concerne la révision du statut du secteur. L'exigence d'une protection des fonctionnaires en exercice dans un secteur sensible. Il est, en outre, question de modification de plusieurs textes législatifs relatifs à l'attribution d'indemnités résultant du travail des fonctionnaires sur le terrain. Ces fonctionnaires nous donnent

des explications à ce propos. «Nous travaillons sur le terrain où nous sommes confrontés à de grandes difficultés et des pressions de toutes sortes. Des sommes collectées grâce à nos efforts – amendes – mais elles finissent par disparaître dans plusieurs comptes bancaires ouverts par le ministère. Nous voulons d'abord une enquête sur ces sommes ensuite, une gestion transparente de ces montants comme nous exigeons, par ailleurs, la part qui nous revient de droit par le biais de l'IFRC (indemnité forfaitaire de rendement collectif ndlr)».

A propos d'indemnité, ces protestataires ne comprennent pas comment un fonctionnaire du ministère, bien à l'abri dans son bureau, soit plus considéré qu'un fonctionnaire qui travaille sur le terrain, parfois de nuit en cas de nécessité de service, qui est exposé aux aléas du métier de contrôleur de commerce et, parfois, aux

risques d'agressions. Les autres revendications convergent toutes vers l'exigence de l'amélioration des conditions de travail et de l'attribution des droits pécuniaires. «Vous remarquerez que nous ne revendiquons pas l'augmentation des salaires, nous sommes conscients que la situation financière du pays ne le permet pas, mais nous demandons les avantages déjà convenus dans les textes contractuels du secteur et que nous confère la réglementation en vigueur», note un chef de service.

Abachi L.

RELIZANE

Début du tri sélectif des déchets plastiques

La coordination entre tous les services compétents, y compris l'aide du citoyen ainsi que de l'écolier dans le renforcement du dispositif d'une ville propre et saine a été nettement mise en exergue par la Direction de l'environnement de la wilaya de Relizane.

Dans le cadre du programme national de gestion intégrée des déchets ménagers et assimilés, Progdem constitue le prolongement de la loi 01-19 du 12 décembre 2001 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets.

Faisant l'historique des réunions précédentes, tenues dans ce cadre, on apprendra que l'élaboration de ce plan est passée par plusieurs phases de diagnostic et de variantes à proposer pour donner un cachet particulier au territoire de la wilaya, ainsi qu'à sa métropole Relizane. Le plan est piloté par la Direction de l'environnement.

Contactée hier, M^{me} Dahou directrice de l'environnement de la wilaya de Relizane, nous a fourni des informations complémentaires sur ce fameux plan qui comporte deux phases.

SIDI-BEL-ABBÈS

De puissants sédatifs subtilisés des commandes des pharmaciens

Le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès a placé sous mandat de dépôt deux agents d'une société de distribution de médicaments sise dans la zone industrielle de Sidi-Bel-Abbès après avoir été accusés d'avoir dérobé de puissants sédatifs des commandes des pharmaciens.

La genèse de cette affaire a commencé il y a quelque temps lorsque des pharmaciens se sont plaints à la société évoquée plus haut de recevoir des commandes de boîtes de puissants sédatifs appelés «Prégapaline» et «Kietyl» où il manquait régulièrement des plaquettes.

La société en question qui a porté ses soupçons sur deux agents, a surveillé discrètement ces derniers, jusqu'à s'assurer de leur délit. Ces derniers avaient, lors du cheminement des commandes, ouvert les cartons contenant les boîtes de sédatifs et subtilisé des plaquettes pour ne pas attirer l'attention.

L'affaire a été confiée à la 4^e Sûreté urbaine qui a, à l'issue de son enquête, arrêté les mis en cause.

A signaler que ces puissants sédatifs appelés «Saroukh» dans le milieu des dealers sont écoulés à 600 DA le comprimé par ces derniers. La fouille des véhicules de ces agents a permis la découverte de 80 comprimés.

La police mène toujours son enquête pour tenter de récupérer les plaquettes volées.

A. M.

BOUIRA

Le maire de Guerrouma démis de ses fonctions par le wali

Moins d'un mois après sa condamnation par le tribunal de Bouira à deux ans de prison ferme et 50 000 dinars d'amende dans une affaire liée à la dilapidation des deniers publics et infraction au code des marchés publics, le P/APC de Guerrouma, commune située à 60 kilomètres au nord-ouest de Bouira dans la daïra de Lakhdaria, vient d'être démis de ses fonctions par le wali de Bouira. Pour rappel, le P/APC de Guerrouma, d'obédience FFS, a été poursuivi avec cinq autres personnes dans 10 affaires toutes liées aux passations douteuses des marchés publics, dilapidation des deniers publics et infraction au code des marchés publics.

Lors du procès qui a eu lieu en avril dernier au niveau du tribunal de Bouira, le procureur de la République avait requis 10 ans de prison ferme et 100 000 dinars d'amende à chacun des prévenus. Le 8 mai dernier, le verdict a été rendu avec deux ans de prison ferme pour le P/APC et une amende de 50 000 dinars. Cette décision prise par le wali, en attendant l'élection d'un nouveau P/APC selon l'article 76 de la loi 11/10 du 22 juin 2011 relative à la commune, est la deuxième après celle prise il y a de cela une année pour l'APC d'El Adjiba où, pour pratiquement les mêmes motifs, à savoir une condamnation à la prison ferme dans une affaire liée à une mauvaise gestion des deniers publics, le wali avait mis fin aux fonctions du P/APC avant de charger le chef de daïra de Bechloul d'organiser l'élection d'un nouveau P/APC.

Ce dernier comme nous l'évoquions dans notre édition d'hier, n'ayant pas réussi à faire un consensus autour de lui, l'APC d'El Adjiba reste toujours bloquée.

Y. Y.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE ACNMA

«CNMA-TIMAC AGRO Algérie» : signature d'une convention de partenariat

La Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA) et Timac Agro Algérie filiale du groupe Roullier ont décidé d'un commun accord d'officialiser ce partenariat par la signature d'une «convention de partenariat agricole» ce lundi 27 juin 2016 au siège de la Mutualité agricole par le directeur général de la CNMA et le directeur général de Timac Agro Algérie, respectivement M. Benhabiles Cherif et M. Bourkoug Moncef, a-t-on précisé en marge de la cérémonie de signature.

Cette convention CNMA-Timac Agro Algérie aura, de fait, un impact positif

sur la gestion des activités des agriculteurs et des éleveurs, et ce, à travers une meilleure sensibilisation aux risques de production et le suivi d'un itinéraire technique optimisé, qui leur permettra d'améliorer leurs rendements et d'atteindre ainsi leurs objectifs de productivité et de qualité. La mise en œuvre de cette convention de partenariat agricole aura pour objectifs :

- La mise à la disposition des agriculteurs et éleveurs adhérents à la CNMA, d'intrants destinés aux productions animales et végétales,
- La mise en relation des éleveurs

sociétaires et adhérents CNMA avec les agriculteurs producteurs de fourrages, clients de TAA dans le cadre de l'activité du centre de Khenchela Dar El Fellah, ceci dans un premier temps,- Assurer le suivi et l'appui technique des éleveurs adhérents à la CNMA, grâce au réseau d'ingénieurs agronomes spécialisés en conduites d'élevages et de cultures agricoles, de Timac Agro Algérie,
- Offrir aux clients de Timac Agro (agriculteurs et éleveurs) des filières céréales, pomme de terre et culture subsaharienne des produits d'assu-

rance adaptés (perte de rendement des céréales en irrigué, assurance multi-périls pomme de terre, assurance réseau d'irrigation.....)- L'Organisation conjointe par la CNMA et TAA de campagne d'information et de sensibilisation sur les thèmes de la conduite des cultures fourragères, de l'élaboration de la ration alimentaire et des bonnes pratiques de la conduite d'élevage, En effet, la CNMA se positionne comme un assureur conseil de proximité, soucieux d'aider les agriculteurs à identifier et à maîtriser les risques de leurs métiers et de leurs exploita-

tions, et Timac Agro Algérie (TAA) est un opérateur économique spécialisé dans la nutrition végétale et animale, qui possède une grande expertise internationale dans la conduite des cultures et l'assistance technique aux éleveurs et agriculteurs. La CNMA et TAA se sont rapprochées pour fédérer des synergies et permettre aux agriculteurs et éleveurs de mieux apprécier leurs risques, de bénéficier de mesures de sécurité dans leurs activités, d'améliorer leurs performances et d'optimiser leurs rendements en toute sécurité et sérénité.